

le québec ETUDIANT

Vol. 8, no 3 Février 1985



Journal de l'association nationale
des étudiants et étudiantes
du Québec



SPECIAL

AGRESSION



SOMMAIRE

Editorial	p. 2
Violence	p. 2-3
Sexisme	p. 2-3
Harcèlement	p. 4
Douce maison	p. 4



Par le comité-femmes de l'ANEQ

Un mal pas mal persistant...

mise en place par l'homme, alors dépendant des guerres, des crises ou des problèmes de surpopulation, les solutions viendront d'en haut : politiques natalistes, «incitation» à ralentir (ex. Chine) ou stérilisation massives avec ou sans le consentement des femmes.

Autre conséquence, la place des femmes se résume à être au foyer. Les femmes sont exclues de la sphère «publique» de la société, leurs activités se déroulent dans la sphère «privée» où elles constituent un réservoir de force de travail illimitée et gratuite. Au foyer, les femmes n'existent que pour satisfaire les besoins des autres («chum», enfants, mari...). La femme doit développer le sens d'autrui plutôt que le sens de soi, le sens des relations aux autres plutôt que sa réalisation propre. C'est l'appropriation des femmes comme «objet» d'utilité pour les hommes. Confinées dans la sphère «privée», où le travail domestique est dévalorisé parce que considéré comme non-productif et donc non-rémunéré, les femmes n'apprennent pas à fonctionner dans la société mâle, elles sont insécures, elles manquent de confiance en elles et ne possèdent aucune autonomie. Économiquement, elles dépendent entièrement des hommes et le pouvoir qu'ils ont sur elles n'en est que plus grand.

Les fronts de lutte sont donc nombreux : transformer la coupure trop grande

entre la production de marchandises réservée aux hommes et la reproduction des êtres humains réservée aux femmes, c'est-à-dire nécessité de partager entre hommes et femmes tant le travail productif rémunéré que le travail domestique, essentiel à la vie et aux besoins humains mais non-rémunéré, **changer l'éducation sexiste des enfants**, arriver tant à l'école qu'à la maison à leur donner les mêmes chances, **lutter** pour la réappropriation de nos corps et l'utilisation qui en est faite, c'est-à-dire lutte contre la porno, la violence (harcèlement, inceste, viol...), le sexisme, lutte pour l'avortement et la contraception libres et gratuits...

Pour ce qui est des luttes pour la réappropriation de nos corps par le contrôle sur nos maternités, notre sexualité, il y a certains acquis issus des luttes du début des années '70. Il existe des moyens contraceptifs accessibles mais non-gratuits et insatisfaisants pour la santé des femmes. Et à ce sujet il faut voir qui fait la recherche et la contrôle? Qui décide des priorités dans le type de recherches à faire? Pour l'avortement il y a une certaine libéralisation, mais il n'est pas officiellement légal. Comme la loi ne permet pas l'avortement sur simple demande, on pourrait finir par l'appliquer de façon intégrale et ainsi empêcher tout avortement. L'on a vu récemment, avec le cas «Morgentaler», une montée des mou-

vements anti-avortement et anti-féministe qui risquent de remettre sérieusement en question nos fragiles acquis. Généralement, les femmes contrôlent beaucoup plus le nombre d'enfants qu'elles ont ou auront, mais ne contrôlent pas du tout les moyens, le processus de la grossesse jusqu'à l'accouchement. Elles sont soumises aux normes de la médecine des hommes qui sont complètement coupés de cette expérience.

Pour le contrôle de nos corps, beaucoup reste donc à faire. Tant que les hommes, de façon générale, vont se sentir propriétaire de nos corps, il y aura des viols, du harcèlement sexuel, de l'inceste, des femmes battues, des avortements compliqués, une contraception inadéquate et des maternités coupées de nos émotions. Face à la montée des courants conservateurs anti-féministe et anti-avortement, nous devons continuer à lutter pour se réapproprier notre corps et l'utiliser en fonction de nos besoins, de nos aspirations, nous devons continuer de combattre et de dénoncer l'oppression dont nous sommes victimes partout où elle se manifeste. Il est donc nécessaire sinon primordial d'aller plus en profondeur dans nos revendications et nos actions si nous voulons arriver à des changements sociaux importants, si nous voulons atteindre une réelle égalité entre les deux sexes.

Céline Séguin
Comité Femmes de l'ANEQ



Presse Etudiante du Québec

visible qu'il faut enlever et exposer

sexisme est donc l'éducation. Par l'influence des conditionnements sociaux sur la formation du rôle des femmes ont fait acquérir aux enfants des valeurs sexistes.

La publicité sexiste

La publicité sexiste est vraiment un procédé qui vise à dégrader les femmes. C'est une publicité que l'on rencontre à tous les coins de

ruelles, à chaque station de métro, à chaque poste de radio ou télévision et à chaque page d'un très grand nombre de revues. A tous les jours, en plus de subir le harcèlement sexuel, nous devons voir une image nous considérant comme étant seulement un symbole sexuel. L'impact que le sexisme peut avoir sur les individus est depuis longtemps très alarmant. Avec la publicité sexiste, les hommes viennent à avoir une image des femmes totalement faussée, et contribuant à légitimer les gestes et paroles rabaissantes des hommes à notre endroit. La publicité sexiste engendre ainsi de sérieux problèmes de discriminations face aux femmes, dans la famille, au travail, dans la perception des femmes envers elles-mêmes.

En voyant constamment une image de femmes basée sur le corps des femmes, celles-ci en viennent à pen-

ser que leur corps est leur seule ressource. Peu à peu, apparaît le problème de l'identité personnelle. On a même peur de ne pas être aimée si notre corps ne correspond pas aux types de corps proposés (grande, mince... oups, pardon, grande, **maigre**, peau douce, doux regard, etc...). C'est pourquoi, pour un très grand nombre de femmes, leur principale préoccupation est leur poids. Ce qui souvent, (cas très fréquent chez les adolescentes) cause le problème de l'anorexie.

Nous sommes constamment au prise avec ces modèles proposés. Ce qui fait qu'il devient très difficile d'être bien dans notre peau.

La publicité sexiste engendre, tout comme l'éducation sexiste, le problème de la discrimination dans les tâches, que ce soit à la maison, dans la famille, à l'école ou au travail. Mais encore, dans les annonces publicitaires, les tâches et

les rôles, sont toujours définis de la même façon (ex. : les annonces de lessives, de nourritures, où l'on exploite la femme en l'étiquettant toujours en tant que ménagère). A cause de cette publicité, les rôles deviennent très durs à changer et s'incrustent dans la mentalité



Édition du remus-ménage

des gens. Cette situation est depuis très longtemps, une situation oppressante pour les femmes.

Une offensive contre la publicité sexiste doit être

lancée. Nous ne pouvons continuer à laisser ainsi détruire l'image des femmes. Le comité-femmes de l'ANEQ a l'intention de discuter plus profondément de ce problème qui depuis trop longtemps nous affecte quotidiennement. Le comité-femmes de l'ANEQ entend faire des auto-collants sur l'affichage de la publicité sexiste pour dénoncer cette situation.

La publicité sexiste est une chose contre laquelle il nous faut combattre. Elle renforce les mauvaises conditions de vie que subissent les femmes. Et nous avons le droit d'être aussi reconnues pour nos actions, nos gestes et nos paroles. Nous avons aussi le droit de nous attribuer des rôles qui nous plaisent. Nous avons le droit de se sentir aimée avec le corps que nous avons, et pouvoir s'accepter telle que nous sommes.

Nataly L'Archevêque
Exécutif du comité-femmes



EDITORIAL

Organisation des femmes dans l'ANEQ.

NON! LE FEMINISME N'EST PAS MORT!

Beaucoup d'eau a coulé sous les ponts avant que ne se développe une orientation politique claire et précise propre à l'organisation des femmes [ODF] dans l'ANEQ.

Au dernier forum, les femmes ont déterminé les axes sur lesquels devront s'appuyer les interventions du comité-femmes.



Face aux problèmes que rencontre le mouvement féministe à l'heure actuelle, il s'est avéré primordial que l'ODF dans l'ANEQ prenne en charge de répercuter dans sa périphérie le travail de sensibilisation déjà amorcé par différentes organisations féministes sur différents sujets.

Un travail d'intervention féministe soutenu dans le milieu étudiant, fondé sur la réalité sociale que vivent les femmes où qu'elles soient [institutions scolaires, en milieu de travail, etc.] apparaît dès lors comme une nécessité, devant les attaques répétées à l'endroit des femmes.

Bien sûr le comité-femmes en est à ses premières armes en ce sens, mais nous croyons qu'il s'agit là d'une avenue d'articulation fort intéressante qui permettra une réelle avancée dans notre analyse sur la problématique du mouvement des femmes et dans notre lutte pour l'amélioration de nos conditions de vie.

C'est dans ce sens que le comité-femmes de l'ANEQ organise, conformément aux mandats qu'il a reçus au forum, deux campagnes nationales d'information et de sensibilisation sur la violence faite aux femmes les 12-13-14 février et sur la précarité financière des femmes et l'emploi du 2 au 7 mars inclusivement.

La violence faite aux femmes est une question épineuse sur laquelle doit se pencher le mouvement étudiant. Il s'agit également d'une forme d'oppression spécifique que toutes les femmes subissent trop

régulièrement pour la passer sous silence. Mener cette campagne à bien signifie aussi que l'ODF veut s'inscrire dans la continuité des différents mouvements sociaux qui militent en ce sens tel les comités de condition féminine syndicaux, les groupes de femmes, etc.

Il s'agit ici de tisser des rapports, bien qu'embryonnaires, avec ces groupes, car le comité-femmes considère qu'une démarche commune est un préalable à l'élargissement d'une conscience féministe en perte de vitesse depuis déjà quelques années.

Ainsi une intervention cohérente et militante des femmes de l'ANEQ auprès des syndicats, des groupes populaires et autres organisations féministes et de jeunes ne pourront que servir au mieux notre volonté de systématiser et d'intégrer une dimension féministe sur les multiples questions par lesquelles est traversé le mouvement des femmes.

La lutte des femmes dans l'ANEQ se veut une lutte dont les objectifs sont clairs. Il s'agit de faire un travail d'intervention dans le but de sensibiliser et de



conscientiser les étudiant-e-s aux conditions de vie et d'étude des femmes en général.

C'est ainsi qu'au terme des discussions au forum des femmes, face aux attaques éhontées qu'ont subies les femmes au cours des dernières années, un travail de mobilisation sera considéré comme essentiel.

En effet, le dépérissement des conditions de vie des femmes attribué à la conjoncture de crise, a conduit l'ODF à se questionner sur les politiques de « sortie de crise » utilisées par le gouvernement péquiste et ses effets sur les femmes. Les mesures gouvernementales, pour ne citer que les coupures dans les services publics, ont permis de cerner rapidement que le gouvernement péquiste voulait gérer sa

crise en faisant payer les femmes. C'est ainsi que l'on peut appréhender un appauvrissement généralisé des femmes pour les années à venir.

Il n'en fallait pas plus pour réaliser qu'une réflexion sur une alternative politique au P.Q. s'imposait.

Les femmes ne peuvent se tourner vers les partis politiques traditionnels pour concrétiser leur projet social visant l'égalité entre les hommes et les femmes [récupération systématique de leurs luttes]. C'est pourquoi, la perspective de l'action politique autonome, menée par le Regroupement Autonome des Jeunes [RAJ] par le biais de sa candidature dans St-Jacques nous apparaît comme une avenue déterminante dans l'avenir politique, pour tous les mouvements à caractères revendicatifs [mouvement étudiant, populaire, féministe, jeunes, etc.] existant à l'heure actuelle. L'ODF a d'ailleurs donné son appui aux revendications et au programme du RAJ [réduction du temps de travail, parité dans le BES, etc.].

Une politique d'intervention et d'action, les tentatives de rapprochement avec les différentes organisations féministes et organisations de masses, afin de circonscrire le plus largement possible une dimension féministe qui correspond réellement au vécu des femmes sur le terrain tant politique que social, seront les tâches que s'est donné l'ODF.

Enfin un travail militant sur une plus large échelle tel la participation effective de l'ODF à des coalitions féministes régionales et nationales [coalition du 8 mars, etc.] s'inscrit comme une perspective de plus en plus pressante. En solution au morcellement du mouvement des femmes, une réunification de ses diverses composantes s'impose.

Danielle Leblanc
pour l'exécutif du comité-femmes



Aie!

La violence faite aux femmes est un phénomène solidement ancré dans la société. Et, bien que les femmes la dénoncent, elle ne régresse malheureusement pas dans la même proportion. C'est une lutte toujours à recommencer : celle de la dénonciation face à tous les pouvoirs qui nient aux femmes leur liberté d'être, qui leur refusent le contrôle de leur propre corps, qui en font des objets sexuels, des « choses » que l'on viole et viole, bref, qui en font des êtres qui doivent se soumettre inconditionnellement aux désirs et volontés des hommes. La violence faite aux femmes est donc polymorphe, elle se situe dans le cadre plus général du rapport de domination / appropriation des femmes par les hommes dans notre société.

L'oppression des femmes (ou la violence polymorphe qui leur est faite) est principalement due à un système différent, original, qui bien que mêlé au système capitaliste, ne se confond pas avec lui. Les hommes sont les bénéficiaires de ce système et ce système est le patriarcat. Cette perception que l'oppression des femmes fait système découle du postulat premier et commun qui fonde le féminisme : l'oppression des femmes n'est ni un phénomène individuel, ni un phénomène naturel, mais un phénomène politique. Le féminisme met donc l'accent sur le rapport qui constitue les hommes et les femmes en deux groupes différents

et surtout hiérarchisés. Dans cette problématique le concept-clé est celui d'oppression. Les femmes ne luttent pas pour d'autres, mais pour elles, elles et pas d'autres sont les victimes de l'oppression et de la violence qu'elles dénoncent et combattent.

Le rapport de domination-appropriation des femmes par les hommes se traduit de diverses façons. Par exemple, la société et ses valeurs sont définies par les hommes, l'accent est donc mis sur la productivité, la marchandise, plutôt que l'humain, sur la compétition, la rationalisation mâle, etc... On a mis de côté toute la finalité humaine de l'organisation de la société, tout ce qui n'est pas production de biens à être vendus est inutile, improductif.

Autre conséquence importante, sur laquelle le comité-femmes de l'ANEQ entend faire un travail d'information et de sensibilisation tout au long de la présente campagne (12-13-14 février), c'est l'appropriation des femmes, c'est-à-dire leur perte de contrôle sur leurs corps et l'utilisation qui en est faite. Les femmes deviennent des objets sexuels envers lesquels tous les fantasmes mâles sont permis, sans pourtant que l'on admette leur propre sexualité refoulée, niée au jugée inexistante ou dangereuse. La maternité n'est plus un choix mais un obligation. La reproduction est utilisée en fonction des intérêts de la société

Sexisme Un corset in

Le sexisme fait partie de la violence quotidienne qui est faite aux femmes. Il amène au plan social de graves conséquences. Le sexisme met constamment les femmes dans une position d'infériorité. Il reproduit (dans la publicité, dans l'éducation, en milieu de travail, etc.) des images stéréotypées, des modèles, auxquels les femmes doivent correspondre pour se sentir « acceptées. »

L'éducation :

Les valeurs sexistes s'instaurent en premier lieu au tout début de l'éducation des enfants. Les petites filles peuvent souvent être actives, curieuses, aventureuses mais elles sont, dès leur plus jeune âge, freinées, réprimées. On assimile ces petites filles à des images de douceur, de soumission, de tranquillité, etc. Elles se sentiront obligées de les suivre tout au long de leur existence. Dans l'éducation, on va jusqu'à différencier les

actions que doivent faire les filles et les garçons. C'est depuis sa naissance que l'enfant a tendance à jouer. Mais ces jeux, ces modes d'expressions qu'on leur inculque sont le produit d'une culture. C'est ainsi qu'on installe des rôles précis dans les jeux des enfants. Rôles qui au fil des années définissent les tâches discriminatoires qui affectent la condition des femmes. C'est aussi à l'école qu'on « distribue » les rôles selon le sexe. On fait « accepter » à l'enfant des valeurs dont il ne peut comprendre l'impact, soit par des images, des phrases (ex. : papa travaille dans son bureau, maman fait des bons gâteaux dans sa cuisine). Tout comme le processus de légitimation idéologique dans l'éducation, on tente de renforcer cet état de fait, par des « histoires » destinées aux enfants qui établissent des rôles discriminatoires (ex. : Cendrillon). La première source du

AU 4EME CONGRES DU RAJ

Des perspectives intéressantes mais incomplètes

Par Mona Gravel

Une cinquantaine de délégués-es ont participé au 4ième congrès du RAJ qui s'est tenu à Québec les 15-16 décembre derniers. Outre l'ANEQ, deux autres organisations nationales membres du RAJ étaient présentes, soient la JEC, et le MECQ. Du côté des régions, celles de Hull, de Sherbrooke, de Rouyn, de Québec et de Montréal y assistaient aussi qu'une vingtaine d'observateurs-trices.

Pour l'ANEQ, le congrès a adopté trois (3) principaux éléments de perspectives. Il s'agit de la grande marche des jeunes pour l'emploi, du camp de formation pour l'été '85 et des états généraux de la jeunesse.

Par contre, la pertinence d'appeler à une coalition d'organisations populaires, jeunes et féministes en vue de présenter des candidatures aux prochaines élections provinciales fut malheureusement rejetée par le Congrès.

La grande marche

Comme l'ANEQ mènera une campagne pour l'emploi dès le début de mars jusqu'à la fin de l'année, qu'elle mettra de l'avant la formation de comités d'étudiants et d'étudiantes chômeurs, chômeuses dans chaque association étudiante, l'organisation de la grande marche pour l'emploi arrive à point dans cette conjoncture où le nombre d'étudiants et d'étudiantes sans-emplois augmente de façon prononcée pendant les vacances scolaires. L'abolition par le gouvernement fédéral des projets «Été Canada au travail» et les intentions du ministre de l'Éducation de dégelier les frais de scolarité universitaires font de cette campagne pour l'emploi le Pivotal central des quelques éléments de perspectives adoptés au congrès.

L'ACTION POLITIQUE AUTONOME

Au 2ième Congrès du RAJ qui s'était tenu à l'UQAM en juin '84, l'ANEQ proposait que le RAJ présente une candidature jeune aux élections partielles dans la circonscription de St-Jacques. A la présentation du rapport

du comité électoral de St-Jacques au dernier Congrès, les délégués-es ont pu constater une série de points positifs que l'expérience de la campagne dans le comité de St-Jacques avait apportée. Outre l'implication au RAJ d'une vingtaine de nouvelles personnes outre le grand nombre de résidents-entes du comité avec qui ces militants-es sont entrés en contact et qui se sont fait exposer le programme de revendications du RAJ; la campagne a permis qu'une série de groupes populaires, féministes et autres ainsi qu'un certain nombre de syndicats locaux entrent en lien avec le RAJ par le biais de la campagne dans St-Jacques. Ainsi, de nombreux appuis de différents groupes sont parvenus au comité électoral. Par contre, à part une certaine ouverture de la direction de la CEQ les centrales syndicales se sont refusées à appuyer la campagne.

Malgré cela, l'ANEQ considère que le dernier Congrès du RAJ a eu tort de refuser la poursuite de son implication au niveau de l'action politique autonome, surtout que le débat sur cette question s'est fait en grande partie en opposition aux militants-es de la campagne électorale. Il n'est pas utile de répéter à quel point la tenue d'élections générales au Québec sera l'occasion pour les partis tels le P.Q. et le P.L.Q. de reprendre à leur compte le thème tant à la mode en cette année internationale de la jeunesse soit la condition des jeunes. Le débat sur la pertinence d'un appel du RAJ à une coalition jeune, ouvrière, populaire et féministe en vue de présenter des candidatures aux prochaines élections générales reste à venir!

LA QUESTION-FEMMES DU RAJ : ON RELEGUE L'ENSEMBLE DE LA QUESTION AU CAUCUS-FEMMES

Le dernier Congrès a décidé de ne plus avoir à traiter de la question de l'oppression spécifique des femmes. Il a déclaré le caucus-femmes «autonome face au Congrès». Concrètement, cela veut dire que toute la question de la discrimination des

femmes par rapport au travail, à l'éducation, le sexisme...etc, ne font plus partie des préoccupations du Congrès du RAJ. Le Congrès a ainsi endossé la décision du caucus-femmes qui, à 15 pour et 10 contre, ont pris position en faveur de l'autonomie absolue du caucus-

femmes est un lieu privilégié pour les femmes de parler de leur oppression et des campagnes que le RAJ doit entreprendre pour y remédier. Or, aucune discussion en ce sens ne fut amenée, on préféra plutôt se préoccuper des structures (Congrès vs caucus-femmes).

caucus-femmes devrait promouvoir ses préoccupations et engager le congrès à intervenir nationalement, en mettant de l'avant des revendications qui touchent la condition des femmes. En fait, au lieu de se dissocier du congrès, le caucus-femmes aurait tout avantage à faire en sorte que le Congrès fasse de la question-femmes un enjeu fondamental pour la défense des droits des jeunes, femmes et hommes...

FINANCES ET STRUCTURES DU RAJ

En 4 congrès, aucun rapport financier n'a jamais été présenté aux membres du RAJ. Pourtant, des sommes importantes d'argent ont été données par les centrales syndicales lors des différentes luttes du RAJ depuis les derniers mois. La question des finances du RAJ ne pourra pas être absente des Congrès encore longtemps.

Tout comme la question des finances, celle des structures et des règlements fut écartée du dernier Congrès.

La question de l'adhésion exclusive d'individus au RAJ n'a jamais été traitée sérieusement en congrès. D'autre part, est-il correct que certaines organisations nationales qui furent absentes lors des derniers mois au RAJ aient sans aucune forme de contrôle, 2 votes en congrès? Aussi, certains-es délégués-es au dernier Congrès profitèrent d'un droit de vote qui leur est, semble-t-il, contesté.

En absence de statuts et de règlements au RAJ, des situations comme celles-ci sont prévisibles. Au cours des prochaines semaines, l'ANEQ verra à tenir ce débat dans les instances du RAJ. Finalement, aucune mention n'a été faite au sujet de la campagne d'élargissement du RAJ, de la carte de membre qui ne profite d'aucun contrôle, les cartes de membres semblent être prises bien à la légère au RAJ, personne n'a idée du nombre qui ont été vendues, etc...

Le congrès a élu un nouvel exécutif, il s'agit de Pierre Céré, Dominique Ritchot, Pierre Sabourin, Lyne Chabot et Philippe Marquis.

Pour la parité et des emplois : Le RAJ dans Saint-Jacques !



Votons Patrice LEGENDRE

Autodéclaré et signé par André Guerry, agent officiel de Patrice Legendre, 6151, Caspary, Montréal.
Imprimé par La Rivière de l'Impression 200 Inc., 2130, Pallan, Montréal.

femmes face au Congrès. Le caucus a de plus élu un nouveau comité-femmes. Celui sortant, dont faisait partie 2 membres de l'exécutif de l'ANEQ, s'est vu refuser par le caucus la présentation d'un texte qu'il avait préparé et qui traitait de l'origine de l'oppression spécifique des femmes. A la place, la majorité des femmes du caucus ont préféré considérer la question de l'autonomie absolue du caucus face au congrès comme étant l'enjeu principal de la lutte des femmes au RAJ. L'ANEQ croit que le caucus-

La question de déclarer autonome le caucus-femmes en rapport au congrès est, selon la délégation de l'ANEQ qui y assistait, essentiellement contradictoire en elle-même.

En adoptant cette position, le congrès nie le rôle qu'a à jouer le RAJ pour accroître le droit des femmes au travail, à l'éducation, etc, et la nécessité de son implication par des moyens concrets, des campagnes nationales sur la question de la condition des femmes.

Contrairement à ce qui a été adopté par le Congrès, le